



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de justice et police DFJP

Secrétariat d'Etat aux migrations SEM
Section analyses

Public

Berne-Wabern, 22.03.2019

Focus Nigeria

Etat d'Edo, émigration et retour

Haftungs- und Nutzungshinweis zu Quellen und Informationen

Der vorliegende Bericht wurde von der Länderanalyse des Staatssekretariats für Migration (SEM) gemäss den gemeinsamen [EU-Leitlinien](#) für die Bearbeitung von Informationen über Herkunftsländer erstellt. Er wurde auf der Grundlage sorgfältig ausgewählter Informationsquellen zusammengestellt. Alle zur Verfügung stehenden Informationen wurden mit grösster Sorgfalt recherchiert, evaluiert und bearbeitet. Alle verwendeten Quellen sind referenziert. Dessen ungeachtet erhebt dieses Dokument keinen Anspruch auf Vollständigkeit. Es erlaubt auch keine abschliessende Bewertung darüber, ob ein individueller Antrag auf einen bestimmten Flüchtlingsstatus oder auf Asyl berechtigt ist. Wenn ein bestimmtes Ereignis, eine bestimmte Person oder Organisation in diesem Bericht keine Erwähnung findet, bedeutet dies nicht, dass ein solches Ereignis nicht stattgefunden hat oder dass die betreffende Person oder Organisation nicht existieren. Die Inhalte sind unabhängig verfasst und können nicht als offizielle Stellungnahme der Schweiz oder ihrer Behörden gewertet werden. Die auszugsweise oder vollständige Nutzung, Verbreitung und Vervielfältigung dieses Berichts unterliegt den in der Schweiz geltenden Klassifizierungsregeln.

Clauses sur les sources, les informations et leur utilisation

Ce rapport a été rédigé par l'Analyse sur les pays du Secrétariat d'Etat aux Migrations (SEM) dans le respect des [Lignes directrices de l'UE](#) en matière de traitement et de transmission d'informations sur les pays d'origine. Ce document a été élaboré sur la base de sources d'informations soigneusement sélectionnées. Toutes les informations fournies ont été recherchées, évaluées et traitées avec la plus grande vigilance. Toutes les sources utilisées sont référencées. Cependant, ce document ne prétend pas à l'exhaustivité. Il n'est pas davantage concluant pour décider du bien-fondé d'une demande de statut de réfugié ou d'une demande d'asile particulière. Si un événement, une personne ou une organisation déterminé(e) n'est pas mentionné(e) dans le rapport, cela ne signifie pas forcément que l'événement n'a pas eu lieu ou que la personne ou l'organisation n'existe pas. A noter que ce document a été produit de manière indépendante et ne doit pas être considéré comme une prise de position officielle de la Suisse ou de ses autorités. Par ailleurs, ce rapport est soumis, tant dans son utilisation, sa diffusion et sa reproduction partielle ou intégrale, aux règles de classification en vigueur en Suisse.

Reservation on information, its use, and on sources

This report, written by Country Analysis of State Secretariat for Migration (SEM), is in line with [the EU-Guidelines](#) for processing Country of Origin Information. The report draws on carefully selected sources; they are referenced in the report. Information has been researched, analyzed, and edited respecting best practices. However, the authors make no claim to be exhaustive. No conclusions may be deduced from the report on the merits of any claim to the well-foundedness of a request for refugee status or asylum. The fact that some occurrence, person, or organization may not have been mentioned in the report does not imply that such occurrence is considered as not having happened or a person or organization does not exist. This report is the result of independent research and editing. The views and statements expressed in this report do not necessarily represent any consensus of beliefs held by the Swiss government or its agencies. Using, disseminating, or reproducing this report or parts thereof is subject to the provisions on the classification of information applicable under Swiss law.

Fragen/Kommentare, questions/commentaires, questions/comments:

coi@sem.admin.ch

Table des matières

Synthèse.....	4
Main findings.....	4
1. Introduction et critique des sources.....	5
2. Migration irrégulière à destination de l'Europe.....	6
2.1. Profil des migrants	6
2.2. Facteurs de la migration.....	7
2.3. Effets de la migration	8
2.4. Traite des êtres humains.....	10
3. Soutien pour migrants rentrés et prévention de la migration irrégulière.....	12
3.1. Organisation internationale pour les migrations (OIM).....	14
3.2. Edo State Taskforce Against Human Trafficking (ETAHT)	15
3.3. National Agency for the Prohibition of Traffic in Persons and Related Matters (NAPTIP).....	15
3.4. Idia Renaissance.....	18
3.5. Committee for the Support of the Dignity of Woman (Cosudow).....	18
3.6. Society for the Empowerment of Young Person (SEYP)	19
3.7. NAME Foundation.....	21
3.8. Global Initiative Against Illegal Migration (GIAIM).....	21

Ce document traite les questions suivantes:

- Quels sont les profils de migrants, ainsi que les facteurs et effets de la migration de l'Etat d'Edo à destination de l'Europe ?
- Quels liens existent entre ce phénomène migratoire et la traite des êtres humains ?
- Quelle est l'offre de soutien pour les migrants rentrés ?
- Quelles sont les activités et spécificités des principales organisations de soutien ?

Synthèse

Les migrants sont principalement des hommes âgés de 18 à 35 ans. La plupart avait un travail rémunérateur avant de partir, ce qui n'exclut pas une situation de précarité ou de pauvreté. Les motifs majeurs sont d'ordre socio-économique : une décision de partir s'inscrit en général dans une stratégie familiale de survie, ou répond à un désir d'ascension sociale et d'accomplissement personnel, qui apparaît comme impossible au Nigeria. Ces motifs ne s'excluent pas mutuellement. Les transferts d'argent de la diaspora représentent une ressource économique significative pour une partie de la population. Beaucoup d'agents de facilitation de la migration irrégulière sont des migrants rentrés.

Centrale à la définition de la traite des êtres humains, la notion d'exploitation ne fait pas consensus. Au Nigeria comme dans d'autres pays à fort taux de pauvreté, des communautés adoptent un « seuil d'exploitation », qui détermine un degré de tolérance, résilience ou passivité envers la traite. Les migrants qui contractent une dette de voyage, en particulier les femmes exerçant la prostitution en Europe, s'exposent à une situation d'exploitation. En général, les médias européens exagèrent le pouvoir coercitif du *juju*, rite qui solennise un serment entre une migrante et son sponsor. Le fait d'être en séjour irrégulier dissuade aussi certains migrants exploités ou vulnérables de se tourner vers les autorités, car ils jugent leur situation préférable à un renvoi dans leur pays d'origine.

Plusieurs agences ou organisations contre la traite des êtres humains et de soutien aux migrants rentrés existent dans l'Etat d'Edo. Depuis 2017, les retours ont augmenté ; le gouvernement de l'Etat d'Edo dispose désormais d'une *taskforce* et aspire à coordonner les différents acteurs.

La *taskforce* du gouvernement de l'Etat établit le profil des personnes rentrées avec l'Organisation internationale pour les migrations, et évalue leurs besoins. Une agence du gouvernement fédéral dispose d'un foyer de transit pour victimes de traite, et au moins deux autres organisations dirigent des foyers pour migrantes rentrées reconnues vulnérables. Plusieurs agences et organisations supervisent des programmes de réinsertion basés sur une formation artisanale, et octroient des aides en nature pour lancer des activités lucratives. Bien que la plupart des organisations puissent citer des *success stories*, les données disponibles ne suffisent pas à dresser un bilan général, à moyen terme, de la réintégration effective des migrants rentrés. En matière de prévention, plusieurs acteurs mettent en garde contre les dangers liés à la migration irrégulière, tout en insistant que des voies légales de migration existent.

Main findings

Migrants are primarily men between the ages of 18 and 35. Most were in gainful employment before leaving, but this does not mean that they were not living in deprivation or poverty. Their principal reasons for leaving are socio-economic in nature. The decision is generally part of a family survival strategy, or motivated by a desire for social advancement or personal fulfilment which seems impossible in Nigeria. These reasons are not mutually exclusive. Money transferred by members of the diaspora is also a major financial resource for certain sections of the population. Many of the agents facilitating irregular migration are themselves returned migrants.

While it is a key element of the definition of human trafficking, there is no consensus about what constitutes exploitation. In Nigeria, as in other countries with high rates of poverty, communities adopt an 'exploitation threshold' which determines a degree of tolerance, resilience or passivity where trafficking is concerned. Migrants who enter into a debt arrangement for their passage, especially women working as prostitutes in Europe, are exposed to exploitation. European media generally exaggerate the coercive power of *juju*, as a rite which solemnises an oath between a female migrant and his or her sponsor. The fact that they are in a country illegally also dissuades some exploited or vulnerable migrants from turning to the authorities, because they regard their situation as preferable to being sent back to their country of origin.

There are a number of agencies or organisations in Edo State that work to combat human trafficking and support returning migrants. The number of returnees has increased since 2017. In response, the government of Edo State has set up a *task force*, and endeavours to coordinate the various actors involved.

Working alongside the International Organization for Migration, the state government's *task force* determines the profile of those returning, and evaluates their needs. A federal government agency runs a shelter for victims of trafficking, and at least two other organisations operate shelters for returning migrants who have been identified as vulnerable. A number of agencies and organisations oversee re-integration programmes based on practical skills training, and offer in-kind start-up support so that the individuals concerned can begin to earn a living. Although most of these organisations are able to present *success stories*, the available data is not sufficient to compile an overall picture of the actual re-integration of returning migrants in the medium term. Where prevention is concerned, a number of actors warn of the dangers of irregular migration, while insisting that legal channels of migration do exist.

1. Introduction et critique des sources

Une part significative des migrants nigériens entrés illégalement en Europe sont originaires de l'Etat d'Edo. Ce rapport traite spécifiquement la migration et le retour, et complète le *Focus Nigeria, Profil de l'Etat d'Edo*.¹ La première partie du présent document vise une meilleure connaissance de ce phénomène migratoire : de ses acteurs, ses facteurs et ses effets. Elle s'appuie sur un sondage effectué en 2018 par le gouvernement de l'Etat d'Edo auprès de plus de 2300 migrants rentrés, et un autre mené en 2017 par l'institut NOI Polls, basé à Abuja. Ce dernier a notamment recueilli des dizaines de témoignages de migrants rentrés dans l'Etat d'Edo. Sur le plan qualitatif, la thèse de l'anthropologue danoise Sine Plambech résulte d'une année d'entretiens suivis avec une trentaine de migrantes rentrées. Ses observations sont complétées par celles de plusieurs chercheurs en sciences sociales nigériens, comme Augustine O. Alenkhe et Adediran D. Ikuomola. Enfin, la thèse de la juriste May Ikeora contextualise beaucoup d'aspects juridiques et conceptuels de la traite des êtres humains.

Il s'agit ensuite de présenter les principales agences gouvernementales et organisations non-gouvernementales de soutien aux migrants rentrés, leurs activités dans les domaines de la protection et réintégration, de la prévention de la traite des êtres humains et de la migration irrégulière, et de la répression. Le nombre d'entités s'est étoffé dès le début du siècle présent, puis dès 2017, le gouvernement de l'Etat d'Edo a disposé de sa propre *taskforce* et aspiré à coordonner les différents acteurs. A ce sujet, la documentation se révèle mince : certes, en 2010, l'anthropologue étasunienne Stacey Vanderhurst visita quasi-quotidiennement un foyer pour (supposées) victimes de traite à Lagos.² Au point 3, la présentation de huit agences et organisations s'appuie sur un entretien de près d'une heure avec leur directeur respectif ou un représentant, voire d'un tour des locaux ; peu de sources supplémentaires et indépendantes ont été obtenues ou consultées. Ces passages visent plus à dégager les particularités de chaque entité qu'à en faire l'évaluation. Les sources orales sont issues d'une *Fact Finding Mission* de deux semaines dans l'Etat d'Edo, en septembre 2018. Le SEM remercie

¹ SEM, Berne-Wabern. Focus Nigeria. Profil de l'Etat d'Edo, 22.03.2019, www.sem.admin.ch/sem/fr/home/internationales/herkunftslaender.html (22.03.2019).

² Stacey Vanderhurst, *Sheltered lives. God, sex, and mobility in Nigeria's counter trafficking programs* (PhD Dissertation, Department of Anthropology, Brown University, Rhode Island, 2014).

l'Ambassade de Suisse à Abuja pour son soutien à l'organisation du séjour et pour sa relecture critique.

2. Migration irrégulière à destination de l'Europe

En 2017 au moins, Edo était l'Etat fédéral le plus représenté parmi les migrants nigériens débarqués sur la côte italienne, soit à hauteur de 57 %. L'Etat voisin de Delta suivait avec 12 %, puis ceux de Lagos et Imo avec chacun 4 %.³ Ça ne signifie pas que les habitants de l'Etat d'Edo émigrent plus que les autres Nigériens, qui tendent à le faire d'autre façon ou vers d'autres destinations.⁴ Les origines de ce phénomène demeurent inconnues, si ce n'est une anecdote évoquant des Italiens venus recruter des travailleurs agricoles à Benin City dans les années 1980, mais qui n'explique pas pourquoi ils avaient choisi cette ville, ni même le Nigeria.⁵

2.1. Profil des migrants

La migration irrégulière en direction de l'Europe, à partir de l'Etat d'Edo en particulier ou de l'ensemble du Nigeria, concerne principalement des hommes âgés de 20 à 40 ans et exerçant un travail rémunérateur avant leur départ. En effet, parmi les migrants de l'Etat d'Edo rentrés de Libye en 2017 et 2018, 77 % étaient des hommes, 80 % étaient âgés de 20 à 40 ans et 70 % avaient un travail rémunérateur avant de migrer.⁶ La part d'hommes parmi les migrants nigériens adultes ayant atteint l'Italie par la Méditerranée centrale en 2018 s'est révélée similaire, soit 72 %.⁷ Quant à la distribution par groupes d'âges, elle diffère peu de celles des demandeurs d'asile nigériens en Europe en 2017, dont 75 % avaient entre 18 et 34 ans.⁸ Cette même année, 65 % des Nigériens débarqués sur la rive italienne déclaraient avoir un travail avant de migrer.⁹

Une majorité (63 %) des migrants rapatriés de Libye avaient terminé l'école secondaire, mais peu disposaient d'un diplôme universitaire (2 %).¹⁰ Certes, le sociologue Augustine O. Alenkhe expliqua que beaucoup d'étudiants souhaitaient émigrer, mais après l'obtention de leur diplôme, et qu'ils privilégiaient les Etats-Unis, le Canada et le Royaume-Uni. Par ailleurs, ils tendent à élaborer leur projet de voyage à la lumière d'informations plus neutres que ne le font les Nigériens issus des « milieux d'affaires », qui se révèlent plus sensibles aux images de richesse diffusées par la diaspora.¹¹

Le fait que les 18 à 34 ans soient particulièrement représentés parmi les migrants rejoint une observation de l'anthropologue Sine Plambech. Selon celle-ci, à un âge « un peu plus avancé », les migrantes rentrées montrent plus de réticence à courir le risque d'une nouvelle détention, et ont donc tendance à « prendre leur retraite de migrante ». Elle décrit alors la situation d'une femme rapatriée à Benin City à l'âge de 35 ans, qui deux ans après son retour, tenait soigneusement un petit commerce près de son domicile, où vivaient aussi sa mère et ses enfants. Il s'agissait de l'unique femme interrogée, parmi 30 rapatriées, qui ne souhaitait pas tenter une nouvelle fois d'atteindre l'Europe.¹²

³ IOM, cited by: NOI Polls, Abuja. Study on irregular migration to Europe, January 2018, p. 14.

⁴ Voir: NOI Polls, Abuja. Poll on migration, 05.05.2015. www.noipolls.com/root/index.php?pid=322&parentid=14&ptid=1 / IOM, Geneva. Migration in Nigeria: A country Profile, 2014. <https://publications.iom.int/books/migration-nigeria-country-profile-2014> (25.02.2019).

⁵ Stacey Vanderhurst, *Sheltered lives. God, sex, and mobility in Nigeria's counter trafficking programs* (PhD Dissertation, Department of Anthropology, Brown University, Rhode Island, 2014), p. 9.

⁶ Edo State Government, Benin City. 2nd Roundtable dialogue on managing migration through development programmes (MMDP), brochure, 04.12.2018.

⁷ UNHCR, Geneva. Italy sea arrivals dashboard – December 2018. <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/67555> (25.02.2019).

⁸ Eurostat, Bruxelles. Base de données, primo-demandeurs d'asile nigériens, Union européenne - 28 pays. <https://ec.europa.eu/eurostat/data/database> (25.02.2019).

⁹ IOM, cited by: NOI Polls, Abuja. Study on irregular migration to Europe, January 2018.

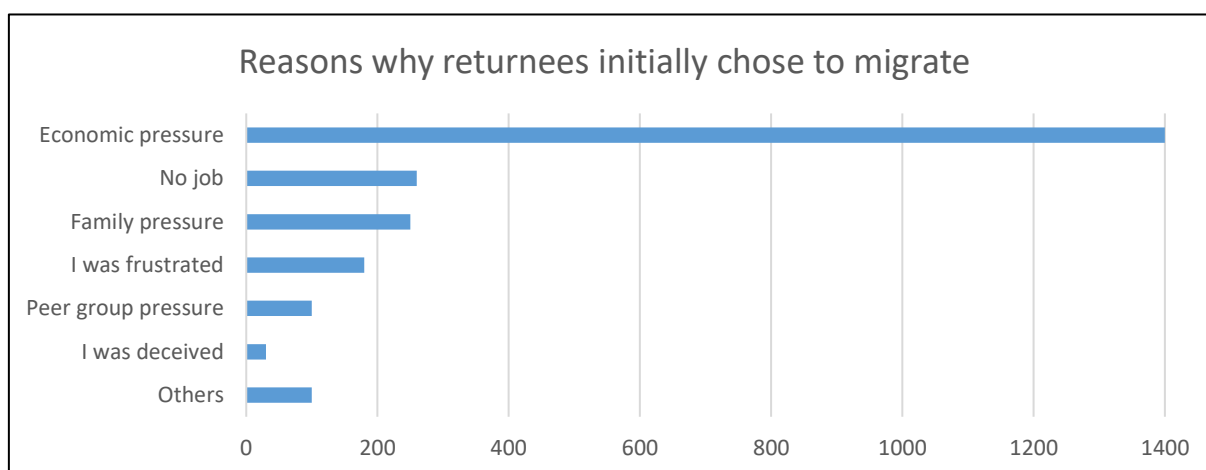
¹⁰ Edo State Government, Benin City. 2nd Roundtable dialogue on managing migration through development programmes (MMDP), brochure, 04.12.2018.

¹¹ Entretien avec Augustine Odianonsen Alenkhe, University of Benin, Department of Sociology, 12.09.2018.

¹² Sine Plambech, *Points of departure: Migration control and anti-trafficking in the lives of Nigerian sex worker migrants after deportation from Europe* (PhD Dissertation, Department of Anthropology, University of Copenhagen, 2014), pp. 61-63.

2.2. Facteurs de la migration

Au Nigeria, les motifs majeurs de migration vers l'Europe sont principalement d'ordre socio-économique. Un départ peut s'inscrire dans une stratégie familiale de survie¹³, ou répondre à un désir d'ascension sociale ou d'accomplissement personnel, qui apparaît comme impossible au Nigeria en raison de la défaillance des infrastructures et du climat de corruption.¹⁴ Ces motifs ne s'excluent pas mutuellement et une décision de migrer peut résulter d'une conjonction de multiples facteurs, qui ne se laissent pas tous catégoriser selon un effet *push* ou *pull*. La représentation personnelle du lieu de destination fait partie de ces facteurs.¹⁵ Néanmoins, les perspectives d'emploi semblent jouer un rôle déterminant dans la décision de partir et le choix de destination.¹⁶



Data collected by Edo State Task Force Against Human Trafficking. Edo State Government, Benin City. 2nd Roundtable dialogue on managing migration through development programmes (MMDP), 04.12.2018.

Près de 55 % des rapatriés de Libye ont indiqué la « pression économique » comme principal motif de départ.¹⁷ Au Nigeria, exercer un travail rémunérateur n'exclut pas forcément une situation de pauvreté : par exemple, une mère de Benin City jugea qu'elle ne subvenait pas aux besoins de sa famille en vendant des tomates au marché, et décida d'émigrer. Un mécanicien sur motos estima que ses affaires « ne marchaient pas » et prit la même décision.¹⁸ A Benin City, parmi trente femmes qui avaient exercé la prostitution en Europe ou prévoyaient de le faire, toutes décrivaient leur famille comme pauvre en raison d'un manque d'opportunités de travail, et indiquaient qu'un à deux repas par jour étaient de mise dans leur foyer. Elles décrivaient leur migration comme une recherche de travail et de revenu. Parmi

¹³ Olayinka Akanle, "Kinship Socio-Economics of Nigerian International Migrants", *Diaspora Studies* 4, n° 2 (01.07.2011), p. 112. www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/09739572.2011.10597356 (25.02.2019). / Sine Plambech, *Points of departure: Migration control and anti-trafficking in the lives of Nigerian sex worker migrants after deportation from Europe* (PhD Dissertation, Department of Anthropology, University of Copenhagen, 2014), p. 61.

¹⁴ Sine Plambech, *Points of departure: Migration control and anti-trafficking in the lives of Nigerian sex worker migrants after deportation from Europe* (PhD Dissertation, Department of Anthropology, University of Copenhagen, 2014), pp. 56-57 / Anti-Corruption Resource Centre, Oslo. Nigeria: Evidence of corruption and the influence of social norms, 21.04.2015.

www.transparency.org/whatwedo/answer/nigeria_evidence_of_corruption_and_the_influence_of_social_norms (25.02.2019) / Daniel Jordan Smith, *A culture of corruption: everyday deception and popular discontent in Nigeria* (Princeton: Princeton University Press, 2007), p. 223.

¹⁵ Cf : Sine Plambech. Becky is dead, 10.10.2016. www.opendemocracy.net/beyondslavery/sine-plambech/becky-is-dead / Karen O'Reilly, "Migration theories", in *Routledge Handbook of Immigration and Refugee Studies* (Oxon 2015), pp. 27-30. <https://dspace.lboro.ac.uk/2134/19442> / Cf: Joris Schapendonk, *Turbulent Trajectories. Sub-Saharan African Migrants Heading North* (PhD Dissertation, Radboud University, Nijmegen, 2011), p. 77. <http://hdl.handle.net/2066/91326> (25.02.2019).

¹⁶ Joris Schapendonk, *Turbulent Trajectories. Sub-Saharan African Migrants Heading North* (PhD Dissertation, Radboud University, Nijmegen, 2011), p. 94. <http://hdl.handle.net/2066/91326> (25.02.2019) / Sine Plambech, *Points of departure: Migration control and anti-trafficking in the lives of Nigerian sex worker migrants after deportation from Europe* (PhD Dissertation, Department of Anthropology, University of Copenhagen, 2014), p. 49.

¹⁷ Edo State Government, Benin City. 2nd Roundtable dialogue on managing migration through development programmes (MMDP), brochure, 04.12.2018.

¹⁸ NOI Polls, Abuja. Study on irregular migration to Europe, January 2018, p. 27.

celles qui avaient atteint l'Europe, toutes étaient devenues, de par leurs transferts de fonds, le principal pourvoyeur financier de leur famille.¹⁹

L'émigration s'accompagne souvent d'espoir²⁰, qui est nourri dans certains cas par la croyance en une opportunité d'enrichissement rapide. Le langage populaire nigérian évoque alors le *get rich quick syndrome*, développé dans un contexte où la corruption, et l'ostentation de richesses par l'élite démontrent qu'il est possible de s'enrichir rapidement, par des moyens légaux ou non.²¹

Un projet de migration se présente comme une option parmi d'autres qui répond à un désir de changement. Selon de nombreuses études, un sentiment de stagnation inéluctable encourage l'émigration.²² Au Nigeria, un entremêlement de problèmes d'ordre professionnel, familial et autre, de manque d'électricité et de cambriolages peut apparaître à ceux qui y sont confrontés comme « une grille presque infranchissable ». Dans une telle situation, un événement particulier, tel un divorce ou le décès d'un proche est à même de provoquer une décision d'émigrer.²³

2.3. Effets de la migration

La migration internationale constitue une ressource économique significative pour la population de l'Etat d'Edo, bien que ce phénomène ne soit pas mesuré. Un directeur d'ONG à Benin City estime que cette ville représente, derrière Lagos, la seconde destination pour les fonds de la diaspora nigériane, souvent transférés par des agents du secteur informel qui réclament des commissions compétitives.²⁴ En effet, la prévention de la migration irrégulière a rencontré des résistances, à l'image d'une campagne de sensibilisation dans une communauté, dont des membres prirent des pierres et chassèrent les intervenants en précisant qu'ils avaient besoin de l'argent reçue de l'étranger.²⁵ Le gouverneur Godwin Obaseki jugea ce thème également sensible sur le plan politique, et expliqua qu'en raison de l'économie générée par « la traite des êtres humains ou la migration irrégulière », en parler lors de sa campagne électorale en 2016 lui aurait coûté des votes.²⁶

Pour se rendre en Europe par voie terrestre et méditerranéenne, en général, les migrants se tournent vers un agent de voyage informel, étant typiquement un migrant rentré qui met à profit les connaissances et le réseau personnel acquis lors de sa propre tentative. Le paiement de cet agent s'effectue au comptant ou par tranches et selon l'arrangement, il couvre le transport et le logement de transit. Beaucoup de migrants ont tiré la somme requise de leurs propres économies, alors que moins de 10 % déclarèrent avoir contracté une dette.²⁷

¹⁹ Sine Plambech, *Points of departure: Migration control and anti-trafficking in the lives of Nigerian sex worker migrants after deportation from Europe* (PhD Dissertation, Department of Anthropology, University of Copenhagen, 2014), p. 193.

²⁰ Jørgen Carling et Cathrine Talleraas, "Root Causes and Drivers of Migration: Implications for Humanitarian Efforts and Development Cooperation", Prio Paper (Oslo: Peace Research Institute Oslo, 2016), www.prio.org/Projects/Project/?x=1704 (25.02.2019).

²¹ Sine Plambech, *Points of departure: Migration control and anti-trafficking in the lives of Nigerian sex worker migrants after deportation from Europe* (PhD Dissertation, Department of Anthropology, University of Copenhagen, 2014), pp. 56-57 / Anti-Corruption Resource Centre, Oslo. Nigeria: Evidence of corruption and the influence of social norms, 2014. www.u4.no/publications/nigeria-evidence-of-corruption-and-the-influence-of-social-norms/ (25.02.2019) / Daniel Jordan Smith, *A culture of corruption: everyday deception and popular discontent in Nigeria* (Princeton: Princeton University Press, 2007), p. 223.

²² Voir : Jørgen Carling et Cathrine Talleraas, "Root Causes and Drivers of Migration: Implications for Humanitarian Efforts and Development Cooperation", Prio Paper (Oslo: Peace Research Institute Oslo, 2016), www.prio.org/Projects/Project/?x=1704 (25.02.2019).

²³ Sine Plambech, *Points of departure: Migration control and anti-trafficking in the lives of Nigerian sex worker migrants after deportation from Europe* (PhD Dissertation, Department of Anthropology, University of Copenhagen, 2014), p. 61.

²⁴ Entretien avec Nosa Erhunmwunse, directeur de NAME Foundation, Benin City, 12.09.2018.

²⁵ Entretien avec une collaboratrice NAPTIP, Benin City, 06.09.2018.

²⁶ The Cable, Lagos. "From Frying Pan To Fire"—Olusegun Adeniyi unveils new book, 23.11.2018. www.thecable.ng/from-frying-pan-to-fire-olusegun-adeniyi-unveils-new-book (25.02.2019).

²⁷ Edo State Government, Benin City. 2nd Roundtable dialogue on managing migration through development programmes (MMDP), 04.12.2018. / NOI Polls, Abuja. Study on irregular migration to Europe, January 2018, pp. 35-40.

Parmi 300 parents de migrants interrogés à Benin City en 2015, tous avaient reçu de l'argent de l'étranger au cours de l'année précédente, et 95 % jugèrent que ces transferts de fonds avaient amélioré le bien-être de la famille. Pour le quart d'entre eux, cet argent a permis de « changer le statut de la famille », ce qui se traduit, souvent, par l'accès à la propriété du logement.²⁸ En 2001, une journaliste italienne décrivait un secteur de la construction « florissant grâce aux mandats provenant de l'étranger [...]. Et le prix des maisons [qui avait] grimpé ».²⁹ Similairement, en 2017, un reportage montrait des maisons « poussant comme des champignons dans des champs abandonnés », constructions financées par les transferts d'argent de la diaspora.³⁰ C'est ce type de phénomène qui incita un sociologue de l'Université de Benin à mener des recherches sur la migration : « J'ai commencé à m'intéresser au thème des envois d'argent alors que j'observais, vers 2009, qu'en dépit de la pauvreté qui progressait, des femmes devenaient plus autonomes et des maisons étaient construites. Certaines communautés devenaient semi-urbaines, ce qui leur amenait des services publics, comme des routes et de l'électricité. Je suis allé dans un bureau de change et remarquai que beaucoup de fonds venaient d'Europe, d'autres des Etats-Unis et de Chine ».³¹

Dans le cadre familial, la migration d'un proche exerce un impact variable. Parfois, le futur migrant maintient le secret sur son projet de départ, pour lequel l'assentiment familial n'est pas acquis.³² Plus souvent, les proches soutiennent le projet, qui porte un espoir de sortir de la précarité financière et donc d'entretenir, indirectement, la cohésion de la famille.³³ L'enrichissement d'un jeune émigré peut néanmoins renverser les structures d'autorité familiale, qui reposent traditionnellement sur les hommes les plus âgés : c'est notamment le cas lorsque des anciens organisent un enterrement et qu'un jeune membre de la famille basé à l'étranger, de par ses moyens financiers, parvient à imposer un autre type de cérémonie. Parfois, des conflits émergent également si un migrant envoie une somme à une fin particulière, et que les destinataires en font un autre usage.³⁴

Dans le cas de l'émigration d'un mari, la position de son épouse dans la famille élargie se voit redéfinie. En effet, la tradition patriarcale assigne aux parents de l'homme le devoir de protéger leur belle-fille, ce qui peut se traduire par une surveillance. Il apparaît que ce type de situation touche davantage les femmes jeunes. Malgré ces entraves socio-culturelles, des épouses restées à Benin City en viennent à développer une activité commerciale pour pallier l'irrégularité des versements de l'étranger, surtout dans une première phase, quand leur mari est en recherche d'emploi dans le pays de destination.³⁵

La traversée du désert et de la Libye implique des risques considérables, dont la plupart des migrants ont conscience avant leur départ.³⁶ Des ressortissants de l'Etat d'Edo rapatriés de Libye en 2017 et 2018, 82 % déclaraient y avoir connu des restrictions de mouvement, 71 % avoir été confrontés à la mort d'un ami en route, et 60 % avoir été battus.³⁷ En outre, plusieurs

²⁸ Augustine O. Alenkhe and Sunday O. Omigie, "Migration, remittance and family welfare: a nexus to social development in Benin City, Nigeria", *South South Journal of Culture and Development* 17, n°1 (avril 2015). www.ssjcd.org/wp-content/uploads/2016/06/MIGRATION.pdf (25.02.2019).

²⁹ La Stampa, Turin. Benin City, la ville qui vit de la prostitution. Reproduit et traduit par : Courrier International, Paris, n°567, 12.09.2001. www.courrierinternational.com/article/2001/09/13/benin-city-la-ville-qui-vit-de-la-prostitution (25.02.2019).

³⁰ AFP, Paris. Money from Europe a lifeline for Nigerian families, 02.06.2017. www.mindsglobalspotlight.com/@southernsahara/2017/06/02/32166/money-from-europe-a-lifeline-for-nigerian-families (25.02.2019).

³¹ Entretien avec Augustine Odianonsen Alenkhe, University of Benin, Department of Sociology, 12.09.2018.

³² Sine Plambech. Becky is dead, 10.10.2016. www.opendemocracy.net/beyondslavery/sine-plambech/becky-is-dead (02.02.2018).

³³ Olayinka Akanle, "Kinship Socio-Economics of Nigerian International Migrants", *Diaspora Studies* 4, n° 2 (1 juillet 2011), p. 112. www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/09739572.2011.10597356 (25.02.2019) / Sine Plambech, *Points of departure: Migration control and anti-trafficking in the lives of Nigerian sex worker migrants after deportation from Europe* (PhD Dissertation, Department of Anthropology, University of Copenhagen, 2014), p. 40.

³⁴ Entretien avec Augustine Odianonsen Alenkhe, University of Benin, Department of Sociology, 12.09.2018.

³⁵ Adediran Daniel Ikuomola, "An exploration of life experiences of left behind wives in Edo State, Nigeria", *Journal of Comparative Research in Anthropology and Sociology* 6, n° 1 (2015), pp. 289-307. <http://compaso.eu/wpd/wp-content/uploads/2015/08/Compaso2015-61-Ikuomola.pdf> (25.02.2019).

³⁶ NOI Polls, Abuja. Study on irregular migration to Europe, January 2018, p. 41.

³⁷ Edo State Government, Benin City. 2nd Roundtable dialogue on managing migration through development programmes (MMDP), brochure, 04.12.2018.

avaient acquis le syndrome de stress post-traumatique ou développé une dépendance à des substances psychoactives.³⁸ Certains migrants rentrés étaient toutefois repartis, à l'instar d'un homme qui se trouvait en Libye en septembre 2018, d'où il avait été rapatrié quelques mois auparavant, ou d'une femme auteure d'une troisième tentative infructueuse d'atteindre l'Europe en 2015, après avoir assisté à la mort de deux compagnons lors des voyages précédents.³⁹ A propos de cette prise de risques, un migrant rentré indiqua que « tellement de gens qui y sont déjà allés informent ceux qui veulent partir des risques qu'ils prennent. Nous voyons aussi ces choses sur *Facebook*, comme ces bateaux qui se retournent en mer. Certains réussissent et d'autres non. Les risques au Nigeria sont même plus gros que ceux sur cette route ».⁴⁰

2.4. Traite des êtres humains

Le présent sous-chapitre se concentre sur l'aspect de migrantes exerçant la prostitution en Europe, bien que l'exploitation de personnes mineures pour le travail domestique, et le travail forcé en général constituent aussi des formes importantes de traite des êtres humains, mais qui prennent souvent place à l'intérieur du Nigeria.⁴¹ La traite d'êtres humains à des fins de prostitution de l'Etat d'Edo vers l'Europe a été régulièrement documentée par des journalistes, chercheurs académiques et milieux gouvernementaux depuis le début du 21^e siècle. Elle touche en premier lieu l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la France, mais peu la Suisse, sachant que le travail du sexe y reste avant tout exercé par des Suissesses, Hongroises, Roumaines et Bulgares.⁴² Les lignes suivantes rappellent la définition de la traite, dont certains aspects prêtent à discussion, puis montrent dans quelle mesure ces controverses se retrouvent dans le cas de l'Etat d'Edo.

Aborder le thème de la traite comporte certaines difficultés, avant tout parce que la documentation reflète les agendas politiques divergents d'intervenants gouvernementaux et civils.⁴³ Le Protocole des Nations Unies contre la traite émane d'un compromis atteint en 2000 à l'issue de onze sessions ; il définit le phénomène comme ceci :

Art. 3. a) L'expression "traite des personnes" désigne le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes.⁴⁴

Cette définition comporte plusieurs termes couramment débattus : par exemple, il n'existe pas de consensus pour définir l'exploitation, qui peut avoir une certaine signification pour les intervenants civils et gouvernementaux, et une autre pour les personnes victimes de traite. L'aspect de coercition prête également à la controverse, sans parler de considérer la contrainte

³⁸ Entretien avec Imafidon Agbonile, *Head of Clinical Services, Federal Neuro-Psychiatric Hospital*, Benin City, 13.09.2018.

³⁹ Entretien avec un migrant rentré à propos d'un cousin, *IOM Migration Resource Centre*, Benin City, 12.09.2018. / Sine Plambech. Becky is dead, 10.10.2016. www.opendemocracy.net/beyondslavery/sine-plambech/becky-is-dead (25.02.2019).

⁴⁰ NOI Polls, Abuja. Study on irregular migration to Europe, January 2018, p. 42.

⁴¹ May Ikeora, *Bilateral cooperation and human trafficking: eradicating modern slavery between the United Kingdom and Nigeria*. (Cham, Switzerland: Palgrave Macmillan 2018), pp. 50-52. / NAPTIP, Abuja. 2017 data analysis final, s.d. www.naptip.gov.ng/?page_id=361 (25.02.2019).

⁴² Police fédérale, Berne. Rapport du Conseil fédéral sur la prostitution et la traite d'êtres humains, 05.06.2015, p. 69. www.fedpol.admin.ch/fedpol/fr/home/aktuell/news/2015/ref_2015-06-05.html / Lorenz Biberstein und Martin Killias, *Erotikbetriebe als Einfallstor für Menschenhandel? Eine Studie zu Ausmass und Struktur des Sexarbeitsmarktes in der Schweiz*, 10.04.2015, pp. 41, 70. www.ksmm.admin.ch/dam/data/ksmm/dokumentation/berichte/15_Erotikbetriebe_als_Einfallstor_fuer_Mensch_enhandel.pdf (25.02.2019).

⁴³ SEM, Berne-Wabern. Note Traite des êtres humains, défis liés à la recherche d'informations, 01.04.2016. www.sem.admin.ch/sem/fr/home/internationales/herkunftslander.html (25.02.2019).

⁴⁴ UNODC, Vienne. Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et protocoles s'y rapportant, 11.2004, pp. 42-43. www.unodc.org/documents/treaties/UNTOC/Publications/TOC%20Convention/TOCebook-f.pdf (25.02.2019).

comme inhérente ou non à l'exercice de la prostitution. Typiquement, des divergences apparaissent entre les acteurs entendant privilégier la protection des personnes vulnérables, et ceux qui appellent à appliquer les lois migratoires nationales en priorité. Les seconds insistent sur la distinction entre la traite des êtres humains et le trafic des migrants.⁴⁵

En 2004, les Nigériennes formaient le groupe national le plus représenté parmi les prostituées exerçant en Norvège.⁴⁶ Le ministère de Justice et police commanda alors un rapport au géographe Jørgen Carling, qui décrivit un trafic de femmes recrutées à Benin City et acheminées en Italie par des réseaux qui les contrôlent, jusqu'à ce qu'elles aient remboursé leur dette de voyage. Carling expliqua qu'un réseau typique était dirigé de Benin City par une femme appelée *madam*, qui imposait à ses recrues de prêter serment dans un temple traditionnel. Dans le langage populaire, les pouvoirs surnaturels sollicités lors de telles cérémonies sont communément désignés par le terme *juju*, assimilé au vaudou et à la magie noire ; à propos de la religion traditionnelle, voir le *Focus Nigeria, profil de l'Etat d'Edo*.⁴⁷ Selon Carling, dans le pays de destination, une seconde *madam*, du même réseau que la première, exerce une fonction de proxénète et veille à ce que les recrues remboursent leurs dettes.⁴⁸ Plusieurs recherches indiquèrent que le remboursement s'effectuait en général sur deux à cinq ans.⁴⁹

Le *juju* solennise un pacte conclu entre une *madam* et sa recrue. Il peut instiller à la migrante une peur d'être tuée ou rendue malade par des esprits occultes en cas de rupture du contrat et non-remboursement de la dette : des symptômes de stress post-traumatique lui sont parfois attribués. Les médias européens tendent à placer le *juju* au centre du phénomène de la traite, mais Jørgen Carling estime que ce narratif reproduit avant tout des clichés occidentaux. L'anthropologue Sine Plambech observe que certaines migrantes croient sincèrement au pouvoir des esprits invoqués lors du serment, alors que d'autres voient le *juju* comme un simple rite lié au contrat et dépourvu de pouvoirs magiques.⁵⁰ L'institut de recherche britannique IPPR, quant à lui, conduisit des entretiens approfondis avec 40 victimes : onze d'entre elles avaient eu une expérience directe du *juju*.⁵¹

Garant des institutions traditionnelles dans l'Etat d'Edo, le roi de Benin a réuni leaders et prêtres traditionnels en mars 2018 pour procéder à un rite, qui annula les serments de secret auxquels les victimes de traite étaient soumises. Il plaça également une malédiction sur les exploiters, précisant que « les dieux du Royaume de Benin détruiraient ceux qui sont impliqués dans ce commerce illicite ». ⁵² Cependant, un serment de secret n'implique pas forcément le *juju*, comme l'a démontré un rite présidé par un pasteur pentecôtiste, et les exploiters utilisent aussi des moyens de pression plus universels, comme la menace de diffuser des photos de la victime nue, ou d'autres représailles.⁵³ Par ailleurs, le fait d'être en

⁴⁵ May Ikeora, *Bilateral cooperation and human trafficking: eradicating modern slavery between the United Kingdom and Nigeria*. (Cham, Switzerland: Palgrave Macmillan 2018), pp. 4-5.

⁴⁶ Jørgen Carling, "Migration, human smuggling and trafficking from Nigeria to Europe" (Oslo: International Organization for Migration, 2006), p. 2. <http://publications.iom.int/system/files/pdf/mrs23.pdf> (25.02.2019).

⁴⁷ Voir : SEM, Berne-Wabern. Focus Nigeria. Profil de l'Etat d'Edo, 22.03.2019, 7.1.

www.sem.admin.ch/sem/fr/home/internationales/herkunftslander.html (22.03.2019).

⁴⁸ Jørgen Carling, "Migration, human smuggling and trafficking from Nigeria to Europe" (Oslo: International Organization for Migration, 2006), p. 2. <http://publications.iom.int/system/files/pdf/mrs23.pdf> (25.02.2019).

⁴⁹ EASO, Malta. Country of Origin Information Report – Nigeria – Sex trafficking of women, October 2015, p. 25. www.easo.europa.eu/sites/default/files/public/BZ0415678FRN1.pdf (25.02.2019).

⁵⁰ Ces observations et conclusions de Jørgen Carling et Sine Plambech sont citées dans : EASO, Malta. Country of Origin Information Report – Nigeria – Sex trafficking of women, October 2015, pp. 26-30. www.easo.europa.eu/sites/default/files/public/BZ0415678FRN1.pdf (25.02.2019).

⁵¹ Myriam Cherti, Jenny Pennington, Peter Grant, "Beyond borders: Human trafficking from Nigeria to the UK" (London: Institute for Public Policy Research, 17 janvier 2013), p. 43. www.ippr.org/research/publications/beyond-borders-human-trafficking-from-nigeria-to-the-uk (25.02.2019).

⁵² Vanguard, Lagos. "Our gods will destroy you"; Oba of Benin curse human traffickers, 10.03.2018. www.vanguardngr.com/2018/03/gods-will-destroy-oba-benin-curse-human-traffickers/ / IOM, Geneva. IOM met with the man who put a curse on human traffickers, 27.07.2018. www.youtube.com/watch?v=wHqNq7dSNSo (25.02.2019).

⁵³ Vanguard, Lagos. Pastor, accomplice in police custody for human trafficking, 22.09.2018. www.vanguardngr.com/2018/09/pastor-accomplice-in-police-custody-for-human-trafficking/ (25.02.2019).

séjour irrégulier dissuade certains migrants exploités ou vulnérables de se tourner vers les autorités, car ils jugent leur situation préférable à un renvoi dans leur pays d'origine.⁵⁴

Sine Plambech releva que beaucoup de jeunes femmes à la recherche d'opportunités de migration vers l'Europe initiaient elles-mêmes le contact avec une *madam*⁵⁵ : celle-ci était certes redoutée par ses recrues pour son attitude coercitive, mais aussi reconnue pour son rôle de *sponsor*. Ainsi, les migrantes prostituées n'identifient pas toujours leur situation à la traite ; mais en cas de contrôle d'identité, au vu de leur séjour irrégulier en Europe, « raconter une histoire de traite » est un moyen de se voir reconnaître des droits.⁵⁶ Dans plusieurs études, la majorité des femmes interrogées avaient conscience, avant leur départ pour l'Europe, qu'elles seraient amenées à y exercer la prostitution.⁵⁷ Celles qui sont exploitées tendent à percevoir leur situation comme une épreuve à traverser en vue d'une vie meilleure pour elles et leurs familles. Néanmoins, distinguer les migrantes consentantes de celles qui ont été contraintes ne suffit pas à identifier les situations de traite des êtres humains, au centre desquelles se situe la notion d'exploitation. Au Nigeria comme dans d'autres pays à fort taux de pauvreté, des communautés adoptent un « seuil d'exploitation », qui détermine un degré de tolérance, résilience ou passivité envers la traite.⁵⁸

3. Soutien pour migrants rentrés et prévention de la migration irrégulière

Dans l'Etat d'Edo, plusieurs agences et organisations ont développé des activités contre la traite des êtres humains dès le début de la décennie 2000. Celles présentées ci-après travaillent sur un ou plusieurs des trois axes énoncés par le Protocole des Nations Unies, soient la poursuite, la prévention et la protection. Une des pionnières, Idia Renaissance, indiqua que sa création fut motivée par des « informations désagréables à propos des femmes d'Edo ».⁵⁹

La migration irrégulière et la traite obtinrent davantage d'attention des autorités nigérianes dès novembre 2017, tandis qu'un nombre croissant de migrants étaient détenus et abusés en Libye, et que la chaîne de télévision CNN y réalisa un reportage sur une mise aux enchères de personnes, dont au moins une était d'origine nigériane. Cette émission provoqua quelques déclarations de chefs d'Etats, et le gouvernement fédéral nigérian affréta plusieurs avions pour rapatrier de ses ressortissants.⁶⁰ Ensuite, à une fréquence quasi-mensuelle, des vols de retours volontaires vers Lagos ont été coordonnés par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), avec le soutien financier de l'Union européenne. Près de 60 % des passagers étaient originaires de l'Etat d'Edo, qui a ainsi récupéré plus de 4200 habitants entre janvier et octobre 2018. Parmi les Nigériens rentrés avec le programme d'assistance de l'OIM en 2017 et 2018, près de 88 % venaient de Libye, et le reste de divers pays africains et européens.⁶¹

⁵⁴ Anti-Trafficking Monitoring Group, London. Wrong kind of victim?: one year on: an analysis of UK measures to protect trafficked persons, 2010, p. 31. <https://childhub.org/en/child-protection-online-library/wrong-kind-victim-full-report/> / Sine Plambech, "Between 'Victims' and 'Criminals': Rescue, Deportation, and Everyday Violence Among Nigerian Migrants", *Social Politics: International Studies in Gender, State & Society* 21, n°3 (September 2014), pp. 382–402, <https://doi.org/10.1093/sp/jxu021> (25.02.2019).

⁵⁵ EASO, Malta. Country of Origin Information Report – Nigeria – Sex trafficking of women, October 2015, p. 22. www.easo.europa.eu/sites/default/files/public/BZ0415678FRN1.pdf (25.02.2019).

⁵⁶ Sine Plambech, *Points of departure: Migration control and anti-trafficking in the lives of Nigerian sex worker migrants after deportation from Europe* (PhD Dissertation, Department of Anthropology, University of Copenhagen, 2014), pp. 18-26.

⁵⁷ EASO, Malta. Country of Origin Information Report – Nigeria – Sex trafficking of women, October 2015, p. 17. www.easo.europa.eu/sites/default/files/public/BZ0415678FRN1.pdf (25.02.2019).

⁵⁸ May Ikeora, *Bilateral cooperation and human trafficking: eradicating modern slavery between the United Kingdom and Nigeria* (Cham, Switzerland: Palgrave Macmillan 2018), pp. 41, 55.

⁵⁹ ITV, Benin City. Idia Renaissance holds twenty second exhibition after six months training programme, 14.07.2017, 0'45. www.youtube.com/watch?v=a1ttB4r628E (25.02.2019).

⁶⁰ CNN, Atlanta. People for sale. Exposing migrant slave auctions in Libya, s.d. <https://edition.cnn.com/specials/africa/libya-slave-auctions/> / Reuters, London. Nigeria starts large scale evacuation of its citizens from Libya, 06.01.2018. www.reuters.com/article/us-libya-migrants-nigeria/nigeria-starts-large-scale-evacuation-of-its-citizens-from-libya-idUSKBN1EV0P8 (25.02.2019).

⁶¹ Vanguard, Lagos. 9,822 Nigerians returned from Libya, other countries – NEMA, 14.09.2018. www.vanguardngr.com/2018/09/9822-nigerians-returned-from-libya-other-countries-nema/ (25.02.2019) / Edo

En août 2017, le gouverneur d'Edo avait quant à lui déploré que « l'Etat devenait rapidement synonyme de traite des êtres humains », et annoncé la création d'une *taskforce*, qu'il chargea de « restaurer l'image de l'Etat, car les gens d'Edo ne veulent plus être associés à ce stigmat ». ⁶² La *Taskforce* accueille les personnes rentrées avec l'OIM à l'aéroport de Lagos, et évalue leurs besoins, mais elle n'est en général pas impliquée à l'arrivée des vols de retours supervisés par l'agence européenne Frontex. Aussi, les migrants sont moins nombreux sur ce type de vols. ⁶³ La création de la *Taskforce* s'inscrit dans une approche globale de la part du gouvernement de l'Etat, qui projette une matrice de coordination des intervenants dans le domaine de la traite et du retour de migrants, et entend mener une politique de « gestion de la migration par le développement ». ⁶⁴

Les activités de la *Taskforce* et de la *National Agency for the Prohibition of Traffic in Persons and Related Matters* (NAPTIP) s'appuient sur des bases légales qui émulent le Protocole des Nations Unies, et mise à part la police, elles seules ont un mandat répressif. A noter que ces lois sanctionnent non seulement les exploiters et leurs complices, mais punissent aussi d'au moins cinq ans de prison toute personne qui, contre paiement, procure à un tiers l'entrée illégale dans un autre pays. Bien qu'un représentant de NAPTIP soit membre du comité de la *Taskforce*, les informations rassemblées ne montrent pas de quelle manière les deux agences se coordonnent pour mener leurs enquêtes. ⁶⁵

Pas toutes les entités adoptent les mêmes méthodes et discours de prévention, bien que plusieurs mettent l'accent sur les dangers de la migration irrégulière. Certaines agences ne réduisent pas les causes profondes de la traite ou de la migration irrégulière à un éventuel manque d'informations, mais évoquent une mentalité populaire qui valorise beaucoup la richesse et peu le travail. ⁶⁶ Une ministre de l'Etat d'Edo attribue la cause majeure à un manque d'espoir, et indique que la tâche du gouvernement consiste à en redonner à travers l'autonomisation. ⁶⁷ Quant à elle, la juriste May Ikeora estime que pour les personnes exposées à la traite et qui aspirent à émigrer, il n'y a souvent pas d'alternative, ce qui signifie que les programmes de sensibilisation sont rarement bien reçus par les communautés. ⁶⁸ Plusieurs acteurs souhaitent cependant informer que la migration légale est possible. ⁶⁹

Le foyer de NAPTIP est destiné aux personnes victimes de traite ou suspectées de l'être, tandis que ceux du *Committee for the Support of the Dignity of Woman* (Cosudow) et de la *Society for the Empowerment of Young Person* (SEYP) reçoivent des migrantes rentrées et jugées vulnérables, certaines avec un enfant en bas âge. Compte tenu de l'augmentation des retours depuis 2017, le gouvernement de l'Etat projette d'ouvrir un foyer comprenant aussi un secteur pour hommes. ⁷⁰

A ce jour, les programmes de réintégration ne sont pas ou plus réservés aux seules victimes reconnues de la traite. Dans ce domaine, l'offre a augmenté, et l'attribution de soutien à une personne rentrée dépend de l'évaluation de sa vulnérabilité et de ses besoins, ainsi que des

State Government, Benin City. 2nd Roundtable dialogue on managing migration through development programmes (MMDP), brochure, 04.12.2018.

⁶² Edo State Government, Benin City. Human trafficking: Obaseki seeks homegrown solution, sets up task force, 13.08.2017. www.edostate.gov.ng/blog/2017/08/16/human-trafficking-obaseki-seeks-home-grown-solution-sets-up-task-force/ (25.02.2019).

⁶³ Entretien téléphonique avec un diplomate européen à Abuja, 22.02.2019.

⁶⁴ Edo State Government, Benin City. Edo holds 2nd roundtable dialogue on managing migration, as EU, World Bank join forces to coordinate campaign, 04.12.2018. www.edostate.gov.ng/blog/2018/12/04/edo-holds-2nd-roundtable-dialogue-on-managing-migration-as-eu-world-bank-join-forces-to-coordinate-campaign/ (25.02.2019).

⁶⁵ NAPTIP, Abuja. Re-enactment Act, 30.03.2015, art. 26. www.naptip.gov.ng/?page_id=116 / ETAHT, Benin City. The Edo State trafficking in persons prohibition enforcement and administration law signed, 23.05.2018, art. 12, 26. <http://etaht.ed.gov.ng/index.html> (25.02.2019).

⁶⁶ Entretien avec Emmanuel Ushoh, Commissioner of Wealth Creation, Cooperatives and Employment, Benin City, 02.09.2018. / Entretien avec Emmanuel Osime Obinyian, directeur de GIAIM, Benin City, 05.09.2018.

⁶⁷ Entretien avec Magdalene Ogbebulu Ohenhen, Commissioner of Women Affairs and Social Development, Benin City, 07.09.2018.

⁶⁸ May Ikeora, *Bilateral cooperation and human trafficking : eradicating modern slavery between the United Kingdom and Nigeria* (Cham, Switzerland: Palgrave Macmillan 2018), p. 147.

⁶⁹ Entretien de groupe avec des membres de l'ETAHT, Benin City, 04.09.2018. / Entretien avec Jennifer Ero, directrice de SEYP, Benin City, 01.09.2018.

⁷⁰ Voir: 3.2, 3.3, 3.5, 3.6.

ressources à disposition.⁷¹ Comme le montrent les paragraphes suivants, les programmes de réintégration comprennent le plus souvent une formation artisanale et un soutien en nature pour ouvrir un commerce ; par ailleurs, le gouvernement de l'Etat recommande aux personnes rentrées de s'inscrire dans la base de données de l'agence publique pour l'emploi *Edojobs*.⁷² Des sociologues observèrent néanmoins que le réseau social et le soutien familial jouaient un rôle important dans la réintégration, et qu'une aide au retour ne s'y substituait pas.⁷³ En effet, plusieurs organisations entreprennent des médiations entre des personnes rentrées et leurs familles. Bien qu'elles puissent citer des *success stories*, les données disponibles ne suffisent pas à dresser un bilan général, à moyen terme, de la réintégration effective des migrants rentrés.⁷⁴

Les huit organismes abordés ci-après ne représentent pas la totalité des acteurs : entre autres, *Girls Power Initiative* marque également sa présence dans l'Etat d'Edo.⁷⁵

3.1. Organisation internationale pour les migrations (OIM)

L'OIM organise régulièrement des rapatriements de migrants nigériens. D'avril 2017 à octobre 2018, elle assista le retour de plus de 10 000 d'entre eux depuis la Libye. Elle a établi un *Migration Resource Centre* à Abuja, un autre à Lagos, et en mars 2018, un troisième à Benin City. Ces centres émanent de l'initiative « Gouvernance des migrations et réintégration au Nigeria », financée par l'Union européenne, et visent à « soutenir les efforts du gouvernement pour promouvoir la migration sûre, dissuader de la migration irrégulière, informer les migrants pour qu'ils puissent faire des choix conscients, et mieux répondre aux besoins immédiats des migrants rentrés ».⁷⁶

Le *Migration Resource Centre* de Benin City propose des conseils aux personnes prévoyant d'émigrer : par exemple, certains souhaitant étudier à l'étranger viennent s'informer sur les exigences, et si une personne annonce vouloir rejoindre sa sœur à l'étranger, le conseiller suggère de considérer où cette dernière se trouve exactement et ce qu'elle y fait.⁷⁷ De plus, l'OIM a lancé en octobre 2018 un programme radio visant à encourager le dialogue sur la traite des êtres humains et la migration irrégulière, réalisé notamment en collaboration avec l'*Edo State Taskforce Against Human Trafficking* et NAPTIP.⁷⁸

Lors d'un débarquement de migrants rentrés à l'aéroport de Lagos, l'OIM leur remet ses coordonnées téléphoniques et une somme d'argent pour rejoindre leur lieu d'origine. Puis, selon leur profil, le *Migration Resource Centre* les réfère à des organisations partenaires telles SEYP, NAPTIP, Cosudow, Idia Renaissance, et à des hôpitaux pour des soins somatiques et psychiatriques. Les programmes de réintégration de l'OIM prévoient une phase de formation, puis un soutien en nature pour débiter une activité commerciale, et enfin des visites périodiques pour évaluation. Les programmes individuels sont en général destinés aux personnes vulnérables où qui ne vivent pas à Benin City. Quant à eux, les programmes collectifs rassemblent plusieurs personnes de compétences ou intérêts communs pour suivre une formation et débiter une activité lucrative : par exemple, en septembre 2018, un groupe de cinq hommes rentrés ouvrait un magasin de matériel de construction. Enfin, des programmes communautaires sont conçus pour les localités fortement représentées parmi les

⁷¹ Voir : 3.1, 3.2, 3.6.

⁷² Voir : SEM, Berne-Wabern. Focus Nigeria. Profil de l'Etat d'Edo, 22.03.2019, 3. www.sem.admin.ch/sem/fr/home/internationales/herkunftslaender.html (22.03.2019).

⁷³ May-Len Skilbrei et Marianne Tveit, "Facing Return. Perceptions of Repatriation among Nigerian Women in Prostitution in Norway" (Tøyen: Fafo, 2007), p. 58. www.faf.no/index.php/nb/zoo-publikasjoner/faforapporter/item/facing-return. (25.02.2019).

⁷⁴ Voir : 3.4, 3.5, 3.6.

⁷⁵ Girls Power Initiative, Benin City. GPI Benin, s.d. www.gpinigeria.org/category/gpi-benin/ (25.02.2019).

⁷⁶ IOM, Geneva. Nigeria : Migrant Resource Centres instrumental in reducing irregular migration, 13.11.2018. <http://www.iom.int/news/nigeria-migrant-resource-centres-instrumental-reducing-irregular-migration> / IOM, Geneva. UN Migration agency launches Migrant Resource Center in Benin City, Nigeria, 05.03.2018. <https://nigeria.iom.int/media/news/un-migration-agency-launches-migrant-resource-center-benin-city-nigeria> (25.02.2019).

⁷⁷ Entretien avec un représentant de l'OIM, Benin City, 03.09.2018.

⁷⁸ IOM, Geneva. "Abroad Mata" Taps potential of radio to address irregular migration in Nigeria, 30.10.2018. www.iom.int/news/abroad-mata-taps-potential-radio-address-irregular-migration-nigeria (25.02.2019).

personnes rentrées. Ils passent par la consultation d'un leader traditionnel sur les besoins et aspirations de la communauté.⁷⁹

3.2. Edo State Taskforce Against Human Trafficking (ETAHT)

Dirigée par la procureure de l'Etat d'Edo Yinka Omorogbe, la *Taskforce* contre la traite des êtres humains fut établie en 2017 et se compose d'un comité de 21 membres, dont un représentant de la police, des services de renseignement (DSS), du *Nigerian Immigration Service* et de NAPTIP. S'y ajoute un secrétariat de 15 membres. Elle reçoit une allocation budgétaire de l'Etat, et sa directrice fut nommée par le gouverneur. Ses activités s'appuient sur une loi adoptée par Edo en 2018 et se déploient à travers la poursuite judiciaire de trafiquants, la sensibilisation à la traite des êtres humains et à la migration irrégulière, l'étude des causes profondes de ces phénomènes, et la réception des personnes rentrées.⁸⁰

La *Taskforce* a mené des campagnes de sensibilisation dans des écoles, des églises, des salles municipales, et dans des communautés rurales.⁸¹ Lors d'une campagne filmée en octobre 2018 à Uromi, son discours soulignait le danger de mort associé à la migration irrégulière et les mensonges des trafiquants. Ce message était diffusé par haut-parleur dans la rue, ainsi que par porte-à-porte et distribution de flyers.⁸²

En décembre 2018, la *Taskforce* ne disposait pas de foyer, mais prévoyait d'en ouvrir un à Benin City.⁸³ Une délégation est chargée d'accueillir les personnes rapatriées à l'aéroport, d'établir leur profil pour évaluer les besoins de réintégration et de faciliter leur trajet vers l'Etat d'Edo, qui s'est engagé à leur verser une allocation mensuelle de 20 000 NGN durant trois mois. Le programme d'encadrement comprend notamment une assistance médicale, des entretiens de conseil, des cours d'artisanat ou de commerce sur dix jours et des prêts sans intérêts pour la création d'entreprise. Pour ce faire, la *Taskforce* opère en partenariat avec d'autres agences de l'Etat, l'OIM, des ONG et des organismes privés.⁸⁴

La *Taskforce* comprend également une unité d'enquête et de sécurité, qui peut procéder à des arrestations de trafiquants. Par exemple, elle arrêta un pasteur accusé d'avoir supervisé la prestation de serment d'une candidate à l'émigration, et de l'avoir menacée.⁸⁵

3.3. National Agency for the Prohibition of Traffic in Persons and Related Matters (NAPTIP)

NAPTIP fut créée par une loi adoptée par le gouvernement fédéral en 2003. Ce projet de loi était notamment soutenu par le lobbyisme de Tiki Abubakar, qui avait fondé la *Women Trafficking and Child Labour Eradication Foundation* (WOTCLEF) en 2000, et dont l'époux était alors vice-président du Nigeria. Les activités majeures de NAPTIP relèvent de la prévention, de la protection des victimes et de la poursuite judiciaire des trafiquants. L'Agence s'organise en neuf *zonal commands* sur le territoire national : celle de Benin emploie 65 personnes et couvre les Etats d'Edo et de Delta.⁸⁶

⁷⁹ Entretien avec un représentant de l'OIM, Benin City, 03.09.2018, 12.09.2018.

⁸⁰ ETAHT, Benin City. The Edo State trafficking in persons prohibition enforcement and administration law signed, 23.05.2018. <http://etaht.ed.gov.ng/index.html> (25.02.2019).

⁸¹ Voir : ETAHT, Benin City. Page Facebook, accueil. www.facebook.com/etaht/ (25.02.2019).

⁸² ETAHT, Benin City. Sensitization/market storm in Esan North (Uromi), 15.10.2018. www.youtube.com/watch?v=SDYtV_aDKYc (25.02.2019).

⁸³ Vanguard, Lagos. Illegal migration from Edo State declines on Obaseki's effort, says EU, 06.12.2018. www.vanguardngr.com/2018/12/illegal-migration-from-edo-state-declines-on-obasekis-effort-says-eu/ (25.02.2019).

⁸⁴ Entretien avec Yinka Omorogbe, directrice ETAHT, Benin City, 04.09.2018. / ETAHT, Benin City. About us, s.d. <http://etaht.ed.gov.ng/about-us.html> / Punch, Lagos. Human trafficking : Edo plans permanent shelters for returnees, 17.02.2018. <https://punchng.com/human-trafficking-edo-plans-permanent-shelters-for-returnees/> / Vanguard, Lagos. Libya returnees: Obaseki approves verification exercise, payment of stipends, 16.04.2018. www.vanguardngr.com/2018/04/libya-returnees-obaseki-approves-verification-exercise-payment-stipends/ / Vanguard, Lagos. 302 Libya returnees graduate from Edo Govt capacity building programme, 10.02.2018. www.vanguardngr.com/2018/02/302-libya-returnees-graduate-edo-govt-capacity-building-programme/ (25.02.2019).

⁸⁵ Vanguard, Lagos. Pastor, accomplice in police custody for human trafficking, 22.09.2018. www.vanguardngr.com/2018/09/pastor-accomplice-in-police-custody-for-human-trafficking/ (25.02.2019).

⁸⁶ Naptip, Abuja. About Naptip, s.d. www.naptip.gov.ng/?page_id=112 (25.02.2019).

Chaque jeudi matin, la *Benin Zonal Command* mène une campagne de sensibilisation dans une zone qu'elle considère endémique au regard du nombre de cas de traite des êtres humains qui lui ont été rapportés : ceci peut avoir lieu dans une école, une église, ou dans la rue et des commerces avoisinants. Certains messages sont alors transmis sous forme de parabole, par exemple : « Demander à vos enfants d'émigrer équivaut à manger la semence de l'igname ». ⁸⁷ En septembre 2018, une de ces campagnes impliquait une dizaine de collaborateurs portant des T-Shirts et casquettes aux couleurs de l'Agence. Un d'eux signalait leur présence en parcourant la rue avec un mégaphone, tandis que ses collègues, par groupes de deux, entraient dans les magasins et abordaient les personnes présentes devant les maisons. Le message oral portait sur les dangers généralement associés à la migration irrégulière — mort, exploitation, prostitution forcée — et s'accompagnait d'une distribution d'affiches et flyers. ⁸⁸

Au Nigeria, NAPTIP dispose de huit foyers pour victimes de traite, d'une capacité totale de 293 places. ⁸⁹ Un séjour comporte des séances de conseil et des cours d'artisanat ; il se limite à six semaines, mais les résidents ayant besoin d'un temps plus long peuvent être référés à des ONG. ⁹⁰ L'Agence déclara aussi qu'elle encourageait une réintégration familiale au plus vite, afin d'éviter la stigmatisation des résidentes. ⁹¹ Elle précise que ses foyers sont de type « fermés » : en effet, la rapporteuse des Nations Unies sur la traite des personnes a déploré qu'ils limitaient la liberté de mouvement des victimes. ⁹² Les informations rassemblées ne permettent pas d'évaluer le fonctionnement du foyer de Benin City en particulier, qui compte 40 lits. ⁹³

En septembre 2018, 33 cas liés à la traite des êtres humains étaient traités par la Haute cour de l'Etat d'Edo. Patrons et recruteurs n'étaient pas les seuls poursuivis : par exemple, NAPTIP arrêta un homme qui avait exhorté sa fille à émigrer et accru la pression en scellant la porte du magasin qu'elle exploitait. ⁹⁴ La poursuite judiciaire d'acteurs de la traite rencontre néanmoins des limites dans la difficulté de réunir des preuves. En effet, l'Agence signala sa peine à obtenir des témoignages, ce qu'elle attribua aux menaces exercées par les suspects. Et bien que des personnes riches connues publiquement pour leur fonction de *madam* possèdent de grandes maisons dans les alentours de Benin City, l'absence de registres fonciers systématiques ne permet pas toujours de conclure les enquêtes. ⁹⁵

⁸⁷ Entretien avec Nduka Nwanwenne, Benin Zonal Commander Naptip, Benin City, 04.09.2018.

⁸⁸ SEM, Berne. Observation d'une campagne de prévention Naptip, Benin City, 06.09.2018.

⁸⁹ NAPTIP, Abuja. Counselling and Rehabilitation, s.d. www.naptip.gov.ng/?page_id=142 (20.03.2019). / Entretien à Berne avec Aji Ibrahim Joshua, NAPTIP, 14.11.2016.

⁹⁰ NAPTIP, Abuja. Counselling and Rehabilitation, s.d. www.naptip.gov.ng/?page_id=142 / UN Human Rights Council, New York. End of visit statement, Nigeria (3-10 September) by Maria Grazia Giammarinaro, UN Special Rapporteur on Trafficking in Persons, especially Women and Children, 10.09.2018. <https://reliefweb.int/report/nigeria/end-visit-statement-nigeria-3-10-september-maria-grazia-giammarinaro-un-special> (20.03.2019).

⁹¹ Vanguard, Lagos. NAPTIP rescues 12,000, rehabilitates 6,000, secures 325 convictions, 13.09.2017. www.vanguardngr.com/2017/09/naptip-rescues-12000-rehabilitates-6000-secures-325-convictions/ (25.02.2019).

⁹² NAPTIP, Abuja. Counselling and Rehabilitation, s.d. www.naptip.gov.ng/?page_id=142 / UN Human Rights Council, New York. End of visit statement, Nigeria (3-10 September) by Maria Grazia Giammarinaro, UN Special Rapporteur on Trafficking in Persons, especially Women and Children, 10.09.2018. <https://reliefweb.int/report/nigeria/end-visit-statement-nigeria-3-10-september-maria-grazia-giammarinaro-un-special> (20.03.2019).

⁹³ NAPTIP, Abuja. Counselling and Rehabilitation, s.d. www.naptip.gov.ng/?page_id=142 / UN Human Rights Council, New York. End of visit statement, Nigeria (3-10 September) by Maria Grazia Giammarinaro, UN Special Rapporteur on Trafficking in Persons, especially Women and Children, 10.09.2018. <https://reliefweb.int/report/nigeria/end-visit-statement-nigeria-3-10-september-maria-grazia-giammarinaro-un-special> (20.03.2019).

⁹⁴ Entretien avec Nduka Nwanwenne, Benin Zonal Commander Naptip, Benin City, 04.09.2018.

⁹⁵ Entretien avec Aji Ibrahim Joshua, NAPTIP, Berne, 14.11.2016.



Did you know that ...

- It is a crime to employ a child under 12 years as a domestic worker?
- It is a crime to employ a child under 18 years to do any work that is exploitative, injurious or hazardous to the development of the child?
- It is a crime to deal with any person as a slave?
- It is a crime to remove, buy or sell human organs?
- It is a crime to organize foreign travels which promotes prostitution of any person?
- The above crimes attract between 6 months to 7 years imprisonment?

BEWARE! Many have been jailed, don't join them!
 For more information and to report cases of human trafficking, call the following HOTLINES:

Abuja: 07030000203, 0800CALLNAPTIP (08002255627847) Toll Free to all Networks

Kano: 07080601800
 Lagos: 07080601801
 Benin: 07080601802 } 09061645732
 Enugu: 07080601803
 Uyo: 07080601804 } Toll Free for airtel lines only
 Sokoto: 07080601805
 Maiduguri: 07080601806
 Makurdi: 07088698164
 Oshogbo: 08033838858

NAPTIP... Empowered to protect you.
 WEBSITE: <http://www.naptip.gov.ng/> E-mail: info@naptip.gov.ng,
 Facebook: www.facebook.com/NaptipNigeria, Twitter: [@naptipnigeria](https://twitter.com/naptipnigeria)



Affiche du gouvernement de l'Etat d'Edo (en-haut). Flyer et affiche distribués par NAPTIP lors de campagnes de sensibilisation (en-bas).

3.4. Idia Renaissance

Idia Renaissance fut fondée en 1999 par Eki Igbiniedion, dont le mari fut élu gouverneur de l'Etat d'Edo la même année, et initialement, elle adopta pour premier objectif d'éradiquer la traite des êtres humains.⁹⁶ A ce jour, l'ancienne première dame d'Edo conserve la présidence de la Fondation, dont les activités ont toutefois évolué. En effet, Idia Renaissance a dirigé un foyer pour migrantes rentrées à Benin City, mais l'a transmis à NAPTIP dans les années 2010. Elle opère désormais dans au moins trois secteurs : la formation artisanale, la supervision d'un centre de test et conseil sur le VIH, et le soutien d'enfants défavorisés par la dispense de soins médicaux et la distribution de matériel scolaire.⁹⁷

Le centre de formation d'Idia Renaissance n'est pas uniquement destiné aux migrants rentrés que lui réfèrent d'autres organisations telles NAPTIP et l'OIM, et accueille aussi des hommes. Son administrateur précisa que parmi les apprenants, certains venaient de terminer l'école secondaire, et que d'autres avaient acquis un diplôme universitaire et souhaitaient ouvrir un commerce. Un cursus dure six mois et les filières disponibles sont la coiffure, la couture, la cuisine et l'informatique, tandis que les cours de photographie ont été interrompus faute d'équipement adéquat. La participation est gratuite, mais les apprenants en couture doivent se procurer leur tissu. En septembre 2018, la Fondation disposait d'un enseignant par filière pour un total de 55 apprenants.⁹⁸

Les informations rassemblées ne permettent pas d'évaluer la situation professionnelle et financière des anciens apprenants. Néanmoins, des journalistes ont rencontré une migrante rentrée, puis diplômée du cours de cuisine en 2013, et qui transmettait elle-même ce savoir en 2018.⁹⁹

3.5. Committee for the Support of the Dignity of Woman (Cosudow)

Fondé en 1998, Cosudow a adopté pour premier objectif de « réintégrer et réhabiliter des jeunes femmes rentrées volontairement ou involontairement d'Europe et exploitées sexuellement ». Dirigé par des moniales catholiques romaines, il a bâti un foyer à Benin City, avec le soutien financier de la Conférence des évêques à Rome, Caritas Italie et d'autres ONG d'Allemagne et des Pays-Bas. Cosudow exprime sa volonté de collaborer avec les agences gouvernementales et autres organisations actives dans la lutte contre la traite des êtres humains.¹⁰⁰

L'Organisation cherche également à « sensibiliser les familles et les jeunes sur les dangers d'un voyage pour une herbe plus verte en Europe ou ailleurs ». Pour ce faire, elle mène des campagnes d'information dans des églises, des écoles et des communautés rurales, en distribuant notamment des affiches.¹⁰¹

En 2017, 50 femmes ont séjourné dans le foyer de Cosudow, auquel l'OIM, la *Taskforce* ou des ONG italiennes et allemandes les avaient référées. En septembre 2018, six enfants résidaient également au foyer. Les chambres comportent deux lits, alors qu'une salle de séjour et une chapelle comptent parmi les espaces communs. Les règles de vie dans l'établissement consistent à participer à la prière du matin, puis ranger sa chambre et nettoyer les toilettes, ce qu'il faut avoir terminé pour être autorisée à aller en formation. Des cours de cuisine sont aussi organisés. En cas de sortie, les résidentes doivent annoncer où elles vont et si elles ne sont pas rentrées à 18h, rester où elles se trouvent. Selon la directrice du foyer, cette dernière règle vise à protéger les femmes des trafiquants qui pourraient les suivre. Un séjour dure entre un

⁹⁶ Idia Renaissance, Benin City. About us, s.d. www.idia-renaissance.org/aboutUs.html (25.02.2019).

⁹⁷ Entretien avec Charles Agbonlahor, administrateur du centre Idia Renaissance, Benin City, 13.09.2018.

⁹⁸ Entretien avec Charles Agbonlahor, administrateur du centre Idia Renaissance, Benin City, 13.09.2018. / ITV, Benin City. Idia Renaissance holds twenty second exhibition after six months training programme, 14.07.2017. www.youtube.com/watch?time_continue=181&v=a1ttB4r628E (25.02.2019).

⁹⁹ IRIN, Geneva. In a Nigerian migration hub, a local group swaps work skills for European dreams, 03.10.2018. www.irinnews.org/news-feature/2018/10/03/nigerian-migration-hub-local-group-swaps-work-skills-european-dreams (25.02.2019).

¹⁰⁰ NCWR, Abuja. Committee for the Support of the Dignity of Woman (Cosudow), s. d. www.ncwr.org.ng/committee-for-the-support-of-the-dignity-of-woman.html (25.02.2019).

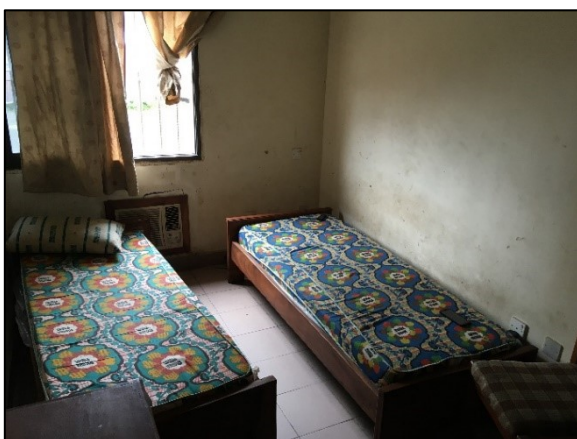
¹⁰¹ NCWR, Abuja. Committee for the Support of the Dignity of Woman (Cosudow), s. d. www.ncwr.org.ng/committee-for-the-support-of-the-dignity-of-woman.html (25.02.2019).

et douze mois, après lequel Cosudow peut apporter un soutien financier pour louer un appartement et ouvrir un magasin si la personne n'est pas parvenue à se réconcilier avec sa famille.¹⁰²

Bien que le foyer ne soit pas exclusivement destiné aux personnes d'obédience catholique romaine, les moniales attendent que toute résidente prie avec elles et les suive à la messe durant son séjour. L'organisation cessa d'autoriser les pasteurs d'autres confessions à visiter l'établissement, après avoir observé que des prêches divergents provoquaient des conflits entre résidentes.¹⁰³

Un projet de réinsertion débute généralement par un contrôle médical et deux semaines de repos au foyer, suivies d'entretiens personnels afin de préciser ce projet, retrouver la famille ou envisager une réconciliation avec elle. La directrice du foyer a indiqué que durant cette phase de recherche de parents, il n'était pas toujours aisé de distinguer les membres de la famille des trafiquants. Ensuite, la résidente élabore un plan d'affaires sur la base d'informations obtenues auprès de vendeuses de marché. Le foyer dispose d'une machine à coudre, mais pour l'acquisition d'autres compétences, Cosudow réfère ses résidentes à Idia Renaissance ou d'autres organisations, et cherche des sponsors pour celles qui veulent étudier ; certaines obtiennent des bourses du gouvernement.¹⁰⁴

A l'issue de leur projet de réinsertion, plusieurs femmes continuent à rendre visite au personnel du foyer : sur les 50 femmes qui y ont séjourné en 2017, la directrice estimait en septembre 2018 que douze réussissaient, tandis que les 38 restantes n'avaient pas maintenu le contact et avaient probablement changé de numéro de téléphone.¹⁰⁵



Chambre libre et salle de séjour, foyer Cosudow, Benin City, septembre 2018. ©Länderanalyse SEM

3.6. Society for the Empowerment of Young Person (SEYP)

Fondée en 2004, SEYP a pour objectif de protéger et former des femmes et des jeunes, ainsi que de faire de la prévention des abus sur les enfants, de l'exploitation et de la traite des êtres humains.¹⁰⁶ Jennifer Ero, fondatrice et directrice, est également membre du comité directeur du *Child Protection Network*, qui comprend des agences du gouvernement de l'Etat.¹⁰⁷

Sur le plan conceptuel, la directrice estime qu'une personne migrante passée par la Libye a forcément été exposée à des abus équivalant une situation de traite des êtres humains. SEYP adopte une approche similaire pour la prévention de la traite et la réintégration des migrantes rentrées : en approchant des leaders traditionnels, elle cherche à identifier au sein des communautés des personnes vulnérables à la traite, puis leur propose une formation artisanale ou commerciale aux côtés de migrantes rentrées. Par ailleurs, SEYP fait partie d'un

¹⁰² Entretien avec Bibiana Emenaba, directrice du foyer Cosudow, Benin City, 05.09.2018.

¹⁰³ Entretien avec Bibiana Emenaba, directrice du foyer Cosudow, Benin City, 05.09.2018.

¹⁰⁴ Entretien avec Bibiana Emenaba, directrice du foyer Cosudow, Benin City, 05.09.2018.

¹⁰⁵ Entretien avec Bibiana Emenaba, directrice du foyer Cosudow, Benin City, 05.09.2018.

¹⁰⁶ SEYP, Benin City. Home, s.d. <https://web.archive.org/web/20161004133757/http://www.seypng.org/> (25.02.2019).

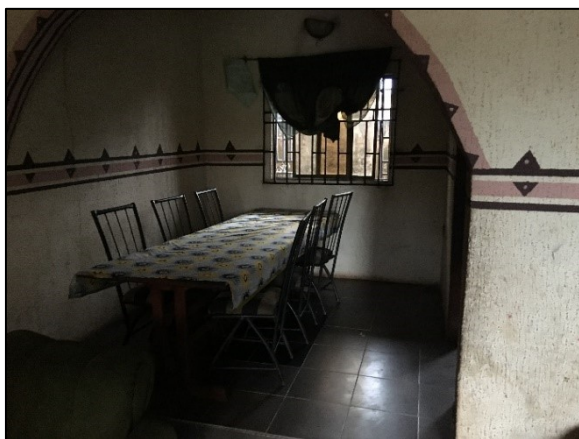
¹⁰⁷ Gong News, Abuja. Ojimen is new coordinator of Child Protection Network, 01.09.2017. <http://gongnews.net/ojimen-new-coordinator-child-protection-network/> (25.02.2019).

comité contre la traite des êtres humains, qui implique la police et s'adresse également à des leaders traditionnels, en leur demandant de dénoncer les trafiquants qui requièrent leur soutien pour récupérer l'argent prêtée aux victimes.¹⁰⁸

L'Organisation dispose d'un foyer à Benin City qui peut héberger douze femmes. La directrice de l'établissement précise que certaines résidentes lui sont référées par l'OIM, que d'autres ont pris contact de leur propre initiative, et qu'une admission dépend généralement du degré de vulnérabilité de la candidate et des fonds accordés par les donateurs. Les chambres comportent quatre lits, et certaines femmes y logent avec leur bébé ; la cuisine, la salle à manger et la salle de séjour sont des espaces communs. En septembre 2018, le personnel d'encadrement comptait sept employés et quelques volontaires, comme des étudiants stagiaires en travail social. Pour les résidentes, les règles consistent notamment à ne pas se battre, respecter l'horaire pour le nettoyage, la cuisine et les repas, ainsi qu'à informer le *manager* du foyer en cas de sortie, qui doit se terminer à 17 heures. Bien que la fonction première des locaux soit l'hébergement, des ateliers de fabrication de savon liquide s'y déroulent. Un séjour dure entre un et six mois ; ensuite, l'organisation finance le loyer d'un appartement d'une ou deux pièces durant une année.¹⁰⁹

Selon la direction de SEYP, les migrantes rentrées ayant enfanté à l'étranger tendent à être rejetées par leur famille, qui considère l'enfant illégitime ; plus généralement, beaucoup de celles qui rentrent sans argent sont qualifiées d'échecs. L'organisation entreprend donc des médiations familiales, cherche à convaincre les ex-migrantes qu'elles peuvent avoir de nouveaux buts et que la migration n'est pas impossible, mais doit se faire légalement et avec un projet professionnel concret. Dans le cadre de l'insertion professionnelle, à l'issue d'une période de formation, SEYP peut financer le loyer d'un local commercial durant une année. Elle privilégie les projets par groupes, estimant qu'en cas de difficultés, les participantes les plus optimistes peuvent convaincre leurs associées de persévérer et sauver l'entreprise.¹¹⁰

Après la période de soutien, le contact entre les intervenants de SEYP et les résidentes ou apprenties ne se maintient pas systématiquement, ce qui empêche de dresser un bilan à moyen terme. La direction du foyer a néanmoins cité quelques expériences positives, comme celle d'une résidente qui apprécia son séjour et ouvrit ensuite un magasin à proximité, et celle d'une migrante rentrée en 2008, qui ouvrit un restaurant avec sa famille et le soutien de l'organisation ; dix ans plus tard, ce restaurant s'est agrandi.¹¹¹



Salle à manger et salle de séjour, foyer SEYP, Benin City, septembre 2018. ©Länderanalyse SEM

¹⁰⁸ Entretien avec Jennifer Ero, directrice de SEYP, Benin City, 01.09.2018.

¹⁰⁹ Entretien avec Tella Effy, directrice du foyer SEYP, Benin City, 06.09.2018.

¹¹⁰ Entretien avec Jennifer Ero, directrice de SEYP, Benin City, 01.09.2018. / Entretien avec Tella Effy, directrice du foyer SEYP, Benin City, 06.09.2018.

¹¹¹ Entretien avec Tella Effy, directrice du foyer SEYP, Benin City, 06.09.2018.

3.7. NAME Foundation

Créée en 2010, NAME Foundation se donne pour premier objectif de « combattre l'esclavage appelé prostitution, la traite des êtres humains, l'abus d'enfants et de drogues ». ¹¹² Son fondateur et directeur Nosa Erhunmwunse, également pasteur de l'Eglise pentecôtiste RCCG, précisa que par souci de crédibilité auprès des personnes d'autres religions, il s'efforçait de ne pas colorer son engagement associatif de ses prêches. NAME Foundation fait partie du *Network of Civil Society Organizations Against Child Trafficking, Abuse and Labour* (NACTAL), du *National Council of Child Rights Advocates of Nigeria* (NACCRAN) et de *Conference of Non-Governmental Organizations* (CONGOs). ¹¹³

La Fondation dispose d'un bureau et d'une salle de réunion à Benin City, mais pas d'un foyer. Son directeur accorde une importance primordiale à la sensibilisation. En effet, il anime chaque semaine un programme sur le canal radio *Speed FM* et un autre sur *Edo Broadcasting Service Television*, afin de mettre en relation des employeurs et des chercheurs d'emploi. Ces interventions servent aussi à diffuser le message : « pourquoi partir s'il y a du travail ici ? ». Cependant, le directeur juge qu'en raison des signes de richesse diffusés sur les réseaux sociaux par la diaspora, peu de migrants potentiels se laissent convaincre « qu'il n'y a pas du travail pour tout le monde en Europe ». Il souhaite donc sensibiliser cette diaspora en l'appelant à ne pas édulcorer l'image de sa condition de vie. ¹¹⁴

Supervisé par la Fondation, le groupe *Greater Returnees* rassemble des personnes rentrées de Libye et d'Europe, qui souhaitent notamment parler de leur expérience. Un membre expliqua qu'il avait entrepris le voyage car sa famille ne pouvait pas manger trois fois par jour, mais que depuis son retour, il souhaitait répandre le message : « si vous quittez le pays, qui va régler ses problèmes ? ». ¹¹⁵ En septembre 2018, NAME Foundation n'organisait pas de formation artisanale ou commerciale, mais cherchait des fonds pour mettre sur pied des cours d'informatique et de moulage du bronze, une activité pour laquelle Benin City est historiquement réputée. ¹¹⁶

3.8. Global Initiative Against Illegal Migration (GIAIM)

L'organisation GIAIM a été fondée en 2017 à Ubiaja dans le district d'Edo Central qui, comme la région de Benin City, connaît un taux significatif d'émigration à destination de l'Europe. Son but majeur consiste à « faire campagne contre la migration illégale » et à organiser des cursus de formation ; bien qu'elle n'évoque pas la traite des êtres humains, l'Organisation a conclu un mémorandum d'entente avec NAPTIP. Fondateur et directeur de GIAIM, Emmanuel Osime Obinyan est aussi avocat indépendant. ¹¹⁷

Le directeur de GIAIM a observé que « les migrants qui ramènent de l'argent en taisent l'origine, et les gens se contentent de remercier Dieu. Nous devons expliquer aux parents que ce n'est pas une offense de demander à leurs enfants quelle est la source de l'argent ». ¹¹⁸ Son organisation mène notamment des campagnes de sensibilisation dans des écoles. ¹¹⁹

GIAIM ne dispose pas d'un foyer, mais d'un centre de formation en informatique, couture et coiffure à Ubiaja. Les cursus ne sont pas destinés aux seuls migrants rentrés, qui en 2018, représentaient le quart d'une classe de vingt apprenants. En outre, GIAIM mit sur pied un programme de formation commerciale à l'intention des veuves, après avoir noté que beaucoup d'entre elles encourageaient la migration de leurs enfants. ¹²⁰

¹¹² NAME Foundation, Benin City. Aims and Objectives, s.d. <http://name-foundation.org/aims-and-objectives/> (25.02.2019).

¹¹³ Entretien avec Nosa Erhunmwunse, directeur de NAME Foundation, Benin City, 12.09.2018.

¹¹⁴ Entretien avec Nosa Erhunmwunse, directeur de NAME Foundation, Benin City, 12.09.2018.

¹¹⁵ Entretien de groupe avec des membres de Greater Returnees, Benin City, 12.09.2018.

¹¹⁶ Entretien avec Nosa Erhunmwunse, directeur de NAME Foundation, Benin City, 12.09.2018.

¹¹⁷ GIAIM, Ubiaja. Our aim, s.d. <https://giaim.org/our-aim/> (25.02.2019).

¹¹⁸ Entretien avec Emmanuel Osime Obinyan, directeur de GIAIM, Benin City, 05.09.2018.

¹¹⁹ GIAIM, Ubiaja. Gallery, s.d. <https://giaim.org/gallery/> (25.02.2019).

¹²⁰ GIAIM, Ubiaja. Gallery, s.d. <https://giaim.org/gallery/> / Entretien avec Emmanuel Osime Obinyan, directeur de GIAIM, Benin City, 05.09.2018. / Vanguard, Lagos. GIAIM targets widows ni new empowerment scheme, 29.09.2017. www.vanguardngr.com/2017/09/giaim-targets-widows-new-empowerment-scheme-2/ (25.02.2019).